



Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Ministre des Affaires étrangères et européennes

Copie: Représentation permanente du Luxembourg auprès de l'Union européenne

Luxembourg, le 11 septembre 2026

Lettre ouverte

Objet : Appel urgent à préserver les protections en matière de santé et d'environnement dans le cadre de l'Omnibus de simplification relatif à la sécurité des denrées alimentaires et des aliments pour animaux

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Dans les prochains jours, vous prendrez des décisions importantes qui auront des conséquences considérables pour les citoyens dans toute l'Europe, alors que le Conseil se prépare à adopter sa position sur l'Omnibus relatif à la sécurité des denrées alimentaires et des aliments pour animaux. En tant qu'organisations œuvrant à la protection de l'environnement, de la santé publique et des droits des consommateurs, nous exhortons le Luxembourg à soutenir la position du Conseil uniquement si des améliorations significatives sont apportées afin de garantir que les garanties existantes protégeant la santé des personnes et l'environnement soient maintenues et non affaiblies.

Les préoccupations sont claires et ont été soulevées à plusieurs reprises. Dans une série¹ d'articles scientifiques et de déclarations publiques, d'éminents scientifiques et experts juridiques ont averti que la proposition d'Omnibus de simplification relative à la sécurité des denrées alimentaires et des aliments pour animaux affaiblirait considérablement les garanties

¹ [ESE and the Endocrine Society and European Society for Paediatric Endocrinology \(ESPE\) letter to MEPs](#); [EU Omnibus proposal increases pesticide risks | Science](#); [Leading scientists from many disciplines call for better -not weaker- protection against pesticides](#); [Scientists impact assessment: Periodic Reassessment or Permanent Approval?](#); [Proposals of the EU Commission reduce the level of protection for humans and the environment - Leopoldina](#); [Omnibus X : Lettre ouverte au Président de la République Française](#); [Legal Opinion Food and Feed Safety Omnibus](#)

de l'UE protégeant les personnes et l'environnement contre les pesticides dangereux. La proposition visant à faire des périodes d'approbation illimitées pour les substances actives de synthèse la norme est particulièrement préoccupante. Cela transférerait la responsabilité de l'identification des risques potentiels de l'industrie vers les autorités publiques — et, en définitive, vers les contribuables — tout en réduisant considérablement les possibilités d'un examen scientifique régulier. Une modification d'une telle portée est proposée sans analyse d'impact, en dépit des principes de la Commission européenne en matière de meilleure réglementation et de l'engagement de l'UE en faveur d'une élaboration des politiques fondée sur des données probantes.

Bien que nous saluions certaines des améliorations apportées par rapport aux précédents textes de compromis, d'importantes préoccupations subsistent. Dans sa forme actuelle, le projet de compromis risque de compromettre le niveau élevé de protection de la santé humaine et de l'environnement exigé par le règlement (CE) n° 1107/2009. Afin de répondre à ces préoccupations et de garantir que les garanties existantes ne soient pas affaiblies, nous vous exhortons à obtenir les améliorations essentielles suivantes :

- **Maintenir des approbations limitées dans le temps pour les substances actives des pesticides**, assorties de mécanismes de réexamen solides et efficaces au titre de l'article 21 du règlement (CE) n° 1107/2009, afin que les nouvelles données scientifiques et les risques émergents puissent être dûment pris en compte.
- **Rejeter les dispositions qui prolongent les délais de grâce ou assouplissent les conditions applicables aux dérogations prévues à l'article 4, paragraphe 7**, ce qui pourrait permettre la poursuite de l'utilisation de substances qui ne répondent plus aux exigences de sécurité de l'UE.
- **Préserver la capacité des États membres à agir sur la base des connaissances scientifiques les plus récentes** lors de l'évaluation des autorisations de pesticides, et rejeter les dispositions susceptibles de limiter leur capacité à prendre en compte de nouvelles données concernant les risques pour la santé humaine ou l'environnement.
- **Résorber les retards accumulés dans les évaluations au moyen de solutions pratiques qui ne compromettent pas la sécurité**, notamment en dotant l'EFSA de ressources suffisantes et en imposant des critères de recevabilité plus stricts pour les dossiers soumis par l'industrie.
- **Maintenir les métaux lourds dangereux, notamment le cuivre et ses sels, en dehors de la définition des produits de biocontrôle**, afin de garantir que les substances présentant des propriétés dangereuses ne bénéficient pas d'un cadre réglementaire destiné à promouvoir des alternatives biologiques plus sûres.

Ce qui est en jeu, c'est la protection de la santé des personnes et de l'environnement dont elles dépendent. Nous comptons donc sur le Luxembourg pour défendre les intérêts de ses citoyens et veiller à ce que la position du Conseil préserve des garanties solides, respecte le principe de précaution et n'abaisse pas le niveau de protection auquel les citoyens dans toute l'Europe sont légitimement en droit de s'attendre.

Nous vous prions d'agréer, Mesdames et Messieurs les Ministres, l'expression de notre très haute considération.

Pour Meng Landwirtschaft



Claudine Felten
Directrice
natur&ëmwelt a.s.b.l.

Meng Landwirtschaft est une plateforme d'organisations non gouvernementales luxembourgeoises qui travaillent sur des thématiques liées à l'agriculture, à l'alimentation, à l'environnement, à la protection de la nature, au bien-être animal, à la protection des consommateurs, à la santé et à la coopération au développement.

Elle a été fondée en 2010 et est actuellement portée par natur&ëmwelt a.s.b.l., Vereenegung fir Biolandwirtschaft Lëtzebuerg a.s.b.l., Greenpeace Luxembourg, Action Solidarité Tiers Monde, SOS Faim Luxembourg, Mouvement écologique, etika, CELL, Slow Food Luxembourg, Cercle de Coopération, Aide à l'Enfance de l'Inde et du Népal, Lëtzebuerger Landesverband fir Beienzuucht, SEED, Kampagne „ohne Pestizide“, Frères des Hommes, Foodsharing Luxembourg, Netzwierk Agroökologie, Fondation Partage, Ligue CTF et Vegan Society Luxembourg.

menglandwirtschaft@naturemwelt.lu - www.meng-landwirtschaft.lu